

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	Prestation visant à renforcer les capacités d'une cohorte cible émanant des Alliances et organisations de la société de la région Ouest africaine, du Centre et des Iles et créer une plateforme d'apprentissage en ligne (e-learning) touchant un public large non-ciblé sur la redevabilité en matière de nutrition : outils et cadres
Bénéficiaire(s)	Direct : Les membres des alliances de la société civile des pays de la région Ouest Africaine, du Centre et des Iles Indirect : les acteurs de la nutrition au sens large
18 Pays	Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée, Bénin, Togo, Cameroun, Mauritanie, Niger, Mali, Burkina Faso, Gabon, Tchad, République Centre Africaine, République Démocratique du Congo, République du Congo, Comores, Madagascar, Ghana
Durée totale des jours prévus	100 à 150 jours-homme sur une période de 10 mois : 4 à 7 mois de classes virtuelles entre Janvier et Juin 2026 pour une cohorte pré-identifiée de la société civile (parcours synchrone) et 2 à 4 mois supplémentaires pour la création d'une plateforme d'apprentissage en ligne type MOOC accessible un public plus large (parcours asynchrone) entre Décembre 2025 et Septembre 2026

II. Contexte et justification du besoin

Agence publique de coopération technique internationale, Expertise France travaille aux côtés des pays partenaires pour les conseiller et les accompagner dans le renforcement de leurs politiques publiques. Pour cela, l'agence coordonne et met en œuvre des projets d'envergure nationale ou régionale dans les principaux domaines de l'action publique :

- la gouvernance démocratique, économique et financière ;
- la paix, la stabilité et la sécurité ;
- le climat, la biodiversité et le développement durable ;
- la santé et le développement humain.

Dans ces domaines, Expertise France assure des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise de l'expertise technique et joue un rôle d'ensemblier de projets faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.

Le projet EU4SUN est un projet de quatre ans (2023-2026), financé par la Commission Européenne à hauteur de 6,4M€, mené conjointement par la Fondation Internationale et Ibéro-américaine pour l'Administration et les Politiques publiques (FIIAPP) et Expertise France, de soutien à l'opérationnalisation de la [Stratégie du Mouvement pour le renforcement de la nutrition SUN 3.0 \(2021-2025\)](#). Celle-ci donne la priorité au leadership des pays membres et au soutien des priorités

nationales pour atteindre des changements systémiques, et vise à contribuer à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le projet vise quatorze pays dans deux zones géographiques : l'Amérique latine et les Caraïbes (coordination réalisée par la FIIAPP) et l'Afrique de l'Ouest (réalisée par Expertise France). En Afrique de l'Ouest, le projet accorde une attention particulière aux pays suivants : Bénin, Guinée Conakry, Côte d'Ivoire, Tchad, Togo et Sénégal.

L'objectif principal du projet est de contribuer à l'augmentation et à l'amélioration des interventions en matière de nutrition dans les pays du Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) en se concentrant sur :

- L'identification et le partage des priorités régionales en matière de nutrition ;
- Le renforcement des capacités nationales pour des actions d'amélioration de l'état nutritionnel des populations ;
- L'amélioration des systèmes de gouvernance nationaux et régionaux en matière de nutrition.

En Afrique de l'Ouest, le projet EU4SUN collabore étroitement avec le mouvement SUN tant au niveau national que régional. La stratégie de renforcement de la nutrition (SUN) 2021-2025 (SUN 3.0) donne la priorité au leadership national et se concentre sur le soutien au changement systémique au niveau national. Il vise à saisir l'ambition des pays SUN et à guider le travail de tous les acteurs à tous les niveaux - national et infranational, régional et mondial - en alignant une action concertée sur les priorités nationales convenues d'un commun accord avec l'ensemble des parties prenantes et en y répondant, définies et validées par les gouvernements des pays SUN, et en y répondant.

La malnutrition est un défi majeur en Afrique de l'Ouest, du Centre et dans les îles. Selon les données de l'UNICEF et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), environ 30 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë dans cette région. Environ 20 % des enfants sont affectés par le retard de croissance, et près de 10 % souffrent de malnutrition aiguë. De plus, les taux d'anémie chez les femmes enceintes et les jeunes enfants dépassent souvent 40 %, exacerbant les problèmes de santé et de développement. On peut également noter que l'obésité progresse dans la région, avec de fortes disparités femmes > hommes et urbain > rural ; la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et des îles se situent autour de 5–10 % chez les hommes et 15–20 % chez les femmes. (Profils pays récents, NCD-RisC 2022.)

La région Afrique de l'Ouest, du Centre et des îles (Comores et Madagascar) est l'une des quatre composantes du Réseau de la Société Civile du mouvement Scaling Up Nutrition (RCS SUN). Elle compte 24 Alliances nationales fédérant des Organisations de la Société Civile (OSC) qui travaillent dans divers domaines (Santé, Agriculture, Environnement, Education, Changement climatique, Droits l'homme, Droits de la femme, Droits de l'enfant, etc.) et qui ont en commun la nutrition comme thématique transversale. Les ASC SUN d'Afrique de l'Ouest, du Centre et des îles présentent des niveaux de maturité variables selon qu'elles sont naissantes, en cours de structuration ou en place depuis longtemps. Elles couvrent des pays de langue francophone et anglophone (6 au total).

Ces Alliances nationales jouent un rôle important dans la promotion de la nutrition, aux côtés de leur gouvernement respectif, en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelles. Elles relaient et complètent efficacement certaines actions des gouvernements et des partenaires techniques et financiers auprès des populations dont elles sont plus proches et dont elles connaissent parfaitement les besoins et priorités en matière d'alimentation et de nutrition. Les ASC SUN plaident également pour une meilleure gestion et une augmentation des budgets alloués à la nutrition en demandant des comptes aux acteurs gouvernementaux mais elles rendent également compte sur la base de données probantes recueillies à travers des projets et/ou des programmes dans un souci de transparence et de redevabilité.

Des enquêtes annuelles réalisées par l'équipe du Secrétariat du Réseau de la Société Civile SUN permettent de mettre régulièrement à jour les besoins de renforcement des capacités et de rechercher des solutions pour permettre aux ASC SUN d'être mieux outillées pour répondre aux besoins des populations et mieux collaborer avec les différentes parties prenantes de la nutrition. Ces deux dernières années (2023 et 2024), en plus de la mobilisation des ressources qui constitue un véritable défi pour leur pérennisation, les ASC ont mis en avant l'insuffisance de compétence en matière de Suivi Evaluation Redevabilité et Apprentissage (SERA). Le suivi et évaluation afin de mieux accompagner les organisations membres dans la mise en œuvre de leurs actions, le suivi et le rapportage de celles-ci ; la redevabilité afin de permettre à la société civile dans son ensemble de jouer son rôle par rapport aux progrès réalisés relativement aux engagements nationaux et internationaux pris par les Etats pour la mise en œuvre des politiques publiques en matière de nutrition et de systèmes alimentaires. Un autre niveau de redevabilité que les ASC SUN visent est de pouvoir rendre compte des financements reçus non seulement aux donateurs mais également aux communautés pour lesquelles elles mettent en œuvre des projets/programmes.

La demande de formation ci-dessous émane de l'identification de renforcement des connaissances en matière de suivi évaluation et sur les questions de redevabilité des politiques publiques et engagements nationaux et internationaux. Le public direct ciblé par la formation est constitué en premier lieu par les Alliances de la Société Civile SUN travaillant sur des projets de nutrition, incluant : 1- les membres clés (chargés de programmes et/ou coordinateurs) ; 2 - agents de terrain impliqués dans la mise en œuvre des projets et/ou responsables de suivi-évaluation. Ce groupe d'acteurs pré-identifié constitue une première cohorte devant bénéficier de renforcement des capacités et d'accompagnement sur les questions de suivi, évaluation et redevabilité.

Dans une volonté de valoriser le contenu, matériel et ressources d'apprentissage développés pour la cohorte de la société civile, et de répondre à une demande plus large des acteurs de la nutrition sur la question de la redevabilité, la formation de la cohorte s'inscrit dans une initiative de capitalisation et de pérennisation, via la création d'une plateforme d'apprentissage en ligne sur les questions de redevabilité en matière de nutrition. Cette plateforme vise ainsi un public plus large que celui initialement ciblé répondant à un besoin de redevabilité accru en matière de nutrition, encore renforcé par le Sommet Nutrition for Growth (N4G) tenu à Paris, en Mars 2025, et la prise concomitante d'engagements politiques et financiers en matière de nutrition par les gouvernements. La création d'une plateforme d'apprentissage en ligne sur les sujets de suivi, évaluation et redevabilité des actions,

Ref : DAJ_M003_v02, Juin 2021

programmes, et politiques publiques menées en matière de nutrition répond donc à un public cible indirect plus large.

Pour information, une initiative visant à améliorer la redevabilité en matière de nutrition et mieux équiper les acteurs de la Société Civile de la région d'Afrique de l'Est et du Sud a également émané du réseau de la Société Civile du SUN, confirmant la forte demande. La prestation est en cours de cadrage et devrait se mettre en œuvre entre Novembre 2025 et Mars 2026.

III. Objectifs et résultats poursuivis

1) Objectifs généraux :

Ces termes de référence adressent les besoins de prestation pour un double objectif :

- 1- **Objectif no1** : répondre au besoin de renforcement des capacités d'une cohorte prédéfinie - public cible : acteurs des alliances nationales (AN) de la société civile du SUN (SC SUN) – sur la redevabilité en matière de nutrition (cadres et outils).
- 2- **Objectif no2** : répondre au besoin d'apprentissage pérenne d'un public plus large et non-ciblé sur les mêmes sujets de redevabilité en matière de nutrition (cadres et outils).

L'objectif premier de cette assistance technique est **de renforcer les capacités des alliances nationales (AN) de la société civile du SUN (SC SUN) de la région Afrique de l'Ouest, du Centre et des Iles sur les questions de suivi-évaluation et redevabilité (SERA) en matière de nutrition ; celui-ci s'inscrit dans un objectif global de développement d'une plateforme d'apprentissage en ligne pour un public plus large et non ciblé sur ces mêmes questions de suivi-évaluation et redevabilité en matière de nutrition**

L'objectif d'apprentissage attendu pour le développement de la plateforme est de renforcer les connaissances et savoir-faire (actions) des acteurs de la nutrition en matière de suivi, évaluation et redevabilité. L'objectif d'apprentissage pour la cohorte pré-identifiée est de renforcer les connaissances et savoir-faire (actions) des alliances nationales et conséquemment leurs capacités d'accompagnement des organisations nationales de la société civile sur les questions de suivi, évaluation et redevabilité en matière de nutrition dans le but d'appuyer et accompagner celles-ci sur le suivi et évaluation de leurs actions ainsi que sur leur rôle de plaidoyer auprès des gouvernements sur les engagements nationaux et internationaux pris en faveur de la nutrition.

La création de deux parcours d'apprentissage est donc attendu de la part du prestataire : 1 – un parcours synchrone de type « classe virtuelle » ciblant la cohorte pré-identifiée de format engageant et facilitant les échanges entre pairs et 2 – un parcours asynchrone de type MOOC répondant à un public plus large non ciblé.

Le parcours conçu pour répondre aux besoins de la cohorte pourrait être de format 'hybride' afin de répondre aux enjeux tout à la fois d'accompagnement de celle-ci et de retro-alimentation de la création de la plateforme.

2) Méthodologie :

Il reste à la discrétion du prestataire de conseiller sur les options de phasage et priorités pour la création de ces deux parcours et les modalités d'apprentissage 'hybrides' ou non, les deux parcours étant indissociables et leurs contenus techniques couvrant des sujets similaires (corpus de modules identiques). Le parcours d'apprentissage de la cohorte peut être considéré comme pouvant servir de 'pilote' pour la construction et la validation du parcours de type MOOC/développement de la plateforme. Cependant le choix de phasage et de priorisation dans la création des parcours d'apprentissage devra impérativement tenir compte des contraintes de faisabilité technique (sur lesquelles doit conseiller le prestataire) et de temps (Cf. : planning et budget).

Expertise France souhaite dans le cadre de cette prestation répondre aux enjeux suivant tant par la création de la plateforme d'apprentissage que par la formation de la cohorte pré-identifiée :

- Enjeu de développement de compétences et posture clés pour des acteurs experts de la nutrition
- Enjeu de partage d'expérience et de pratique entre pairs (cohorte pré-identifiée de 30 à 48 personnes de pays différents mais partageant des problématiques communes sur les questions de redevabilité)
- Enjeu d'acquisition de connaissances impactant les pratiques : développer le savoir-faire plutôt que le savoir théorique et se baser sur les bonnes pratiques existantes dans les pays
- Enjeu d'accompagnement pendant la formation (fil conducteur type exercice, cas fictif ou feuille de route à dérouler tout le long de l'apprentissage).

Résultats attendus :

- **Une cohorte d'environ 30 à 40 acteurs de la société civile est formée aux questions de redevabilité en matière de nutrition, comprenant cadres et outils de suivi-évaluation**
- **Une plateforme d'apprentissage en ligne sur les mêmes sujets est conçue sur la base de l'expérience « utilisateur » de la cohorte**
- **La plateforme d'apprentissage est disponible et fonctionnelle pour un public plus large, potentiellement incitant et favorisant la création et l'accompagnement d'autres cohortes dans le futur**

3) Objectifs spécifiques de la mission :

Le contenu des parcours en ligne couvrira les thématiques pré-identifiées suivantes correspondant à autant de modules de formation (6).

- **Cadrage des sujets en lien avec le double objectif d'accompagnement sur le suivi évaluation, la redevabilité des organisations de la société civile et leur rôle de plaidoyer vis-à-vis des politiques publiques**
- **Les indicateurs SMART**
- **Les méthodes et outils de collecte de données/information**
- **Les méthodes et outils de traitement et d'analyse**
- **La question de l'impact : évaluation des actions nutritionnelles**
- **La redevabilité et le plaidoyer stratégique (utilisation des résultats)**

Le contenu du déroulé sera produit par un prestataire d'Expertise France, en charge de développer les contenus techniques ainsi que de délivrer la formation pour la cohorte pré- identifiée. Le prestataire en charge du contenu technique couvrira tous les aspects en lien avec la production de matière technique et de contenu, quel qu'il soit (cours théoriques, capsules, exercices, études de cas...etc.).

Afin de démarrer les activités d'apprentissage de la cohorte sans attendre la fin de la conception de la plateforme d'apprentissage dans son intégralité, ces 6 modules thématiques pourront être regroupés sous 3 blocs « chapeau », de 2 modules pour permettre un phasage de la création des parcours.

- Bloc 1 [POSER LES BASES POUR COMPRENDRE] – cadres et concepts et notions ces : suivi, évaluation et redevabilité en matière de nutrition
- Bloc 2 [DONNER LES OUTILS POUR AGIR] - méthodes et outils
- Bloc 3 [SAVOIR COMMUNIQUER POUR INFLUENCER] – communication et plaidoyer

La division en bloc ainsi que le déroulé plus détailler seront à valider et affiner avec le prestataire d'expertise France en charge du développement des contenus techniques.

Chaque bloc comprendra des contenus asynchrones (supports de présentation, guide synthétique, contenus vidéos ou audio, activités en autonomie, documents et liens) et synchrones (2 webinaires, exercices corrigés et échanges entre les apprenants). Cette prestation visant à accompagner et traduire la production de contenu technique en contenu pédagogique, il est donc de la responsabilité du prestataire de proposer les outils et approches les plus pertinentes pour répondre aux objectifs d'apprentissage de chaque parcours.

Il est attendu que les participants de la cohorte pré-identifiée puissent bénéficier de webinaires en ligne articulés autour de chacun des 6 modules de formation, à raison de 1h à 1h30 maximum de webinaire pour favoriser la concentration et d'une fréquence d'un tous les 15j, soit une durée de 3 à 4 mois maximum.

Les 6 modules de formation couvriront aussi bien des aspects théoriques que des exercices d'application/illustrations pratiques, et s'attacheront à dispenser un apprentissage le plus pratique possible et basée sur l'expérience/bonnes pratiques des pays. Des études de cas devront être intégrées dans les parcours de formation (cohorte pré- identifiée et plateforme) de façon à répondre au mieux aux objectifs pédagogiques. Il en va de même des bonnes pratiques inspirées des pays de la région d'Afrique de l'Ouest, du Centre et des Iles qui pourront être intégrées/valorisées dans les parcours d'apprentissage. Des témoignages de partenaires (Nord et Sud) si pertinent peuvent également venir illustrer les contenus. La matière composant ces contenus sera produite par le prestataire d'Expertise France en charge du développement des contenus techniques.

Un fil rouge du programme d'apprentissage devra être défini en collaboration avec le prestataire d'Expertise France en charge du développement des contenus, et ce en lien avec les objectifs d'apprentissage et du public. Ce fil rouge devra être complété par les participants et validé au fur et à mesure de l'avancé du programme, au moins après chaque grand bloc.

Le parcours asynchrone (plateforme d'apprentissage) devra être disponible en français et en anglais ; le parcours synchrone (cohorte pré-identifiée) se fera en français. Les parcours synchrone et asynchrone auront une vocation de renforcement des capacités des acteurs de la Société Civile de la région d'Afrique de l'Ouest, du Centre et des Iles, et plus largement des acteurs de la nutrition. Les parcours comprendront également un système d'évaluation de l'apprentissage sans objectif de certification à ce stade.

En résumé, cette prestation consiste donc à :

- 1) Accompagner les grandes étapes de la construction de parcours d'apprentissage asynchrone (plateforme d'apprentissage) et synchrone (cohorte pré identifiée) ;

CAHIER DES CHARGES

- 2) Permettre la digitalisation des contenus, à savoir : 1/ Analyser ; 2/ Concevoir ; 3/ Développer, Traduire, Tester ; 4/ Implémenter, Animer ; 5/ Evaluer, en lien avec Expertise France et les partenaires impliquées.
- 3) Proposer à tout moment les solutions technologiques adaptées permettant la création et l'utilisation des parcours d'apprentissage tels que décrits précédemment
- 4) Fournir, le cas échéant, un appui sur les sujets de communication et graphisme dans le développement et l'utilisation des parcours d'apprentissage.
- 5) au besoin, et selon les capacités et réseaux du prestataire (optionnel), contribuer à mobiliser des experts francophones pouvant illustrer et délivrer du contenu sur les parcours

3) Objectifs pédagogiques du parcours de formation

Un objectif de renforcement des capacités et des connaissances sur les sujets de redevabilité, suivi et évaluation en matière de nutrition. Celui-ci se traduit notamment par une amélioration des savoir-faire et des pratiques des participants à la formation et par un meilleur accompagnement de leurs pairs sur ces sujets. S'il n'y a pas d'objectif de former des formateurs, il existe une ambition d'outiller et équiper solidement les participants afin de faciliter leur rôle d'accompagnement de leurs pairs et de partage de connaissances sur les thèmes décrits ci-dessus.

IV. Description de la mobilisation

1) Activités prévues

La mission du Prestataire pourra se décomposer en 4 temps, en faisant référence à l'approche ADDIE, avec :

- Un premier temps portant sur l'analyse (ANALYSE) des besoins existants, des contraintes et des objectifs d'apprentissage en lien avec Expertise, les autres prestataires impliqués et les partenaires/bénéficiaires afin de cadrer, définir et proposer des options pour le développement des parcours et la mise en œuvre de la formation de la cohorte pré identifiée.
- Cela comprend :
 - Un a deux ateliers de cadrage pour définir le contenu et le calendrier des parcours synchrone et asynchrone, à commencer par la définition des objectifs pédagogiques ;
 - Réunion de cadrage pour fixer le chronogramme et produire une feuille de route ;
 - La définition du contenu des parcours d'apprentissage et de leurs interrelations : analyser comment/si la plateforme peut être co-construite sur la base de l'expérience d'apprentissage de la cohorte ;
 - L'analyse et la confirmation des besoins d'apprentissage ;

CAHIER DES CHARGES

- L'analyse et la définition des outils et approches répondant aux objectifs d'apprentissage
- La définition de solutions technologiques appropriées pour le développement et l'utilisation de la plateforme d'apprentissage en ligne (type MOOC ou COOC)
- Un possible temps d'arbitrage entre plusieurs options d'apprentissage/outils proposés, en lien avec les contraintes de calendrier et de budget (ex : intégration de capsules ou enregistrement vidéos)
- Un deuxième temps portant sur la conception (DESIGN) des parcours avec l'élaboration de scénarios pédagogiques détaillés, et incorporation des supports pédagogiques (exercices, bonnes pratiques, études de cas...etc.)
- Cela comprend :
 - les activités de co-conception pour produire le déroulé pédagogique détaillé des parcours, constituant le livrable intermédiaire (élaboration du scénario)
 - La définition et l'intégration des outils d'apprentissage dans les parcours : exercices, études de cas, bonnes pratiques...etc. et le séquençage/phasage du développement des parcours et des outils à y intégrer avec Expertise France et le prestataire développant les contenus techniques
 - La rédaction de textes introductifs et de synthèse de chaque module
 - L'identification, en lien avec Expertise France et le prestataire, des ressources et/ou documents / outils disponibles pour aller plus loin ainsi que les outils d'animation et/ou favorisant l'interactivité et l'apprentissage entre pairs.
 - La définition des messages clés avec les expert.es et intervenant.es identifié.es pour chaque module
 - La rédaction des scripts par les intervenant.es en vue de garantir la cohérence d'ensemble avec la ligne éditoriale et les messages clés retenus.
 - Et plus globalement, la conception de toutes autres activités pédagogiques définies dans le scénario global : modules/webinaires, séquences, exercices ainsi que l'élaboration du 'fil rouge' i.e fil conducteur reliant les 6 modules (cas d'un pays fictif, ou feuille de route, ou autre à définir)
- Un troisième temps portant sur le développement, la traduction et la mise en œuvre (DEVELOPMENT, IMPLEMENTATION) des parcours, des contenus pédagogiques, des activités et de tout autre outil complémentaire jugé pertinent.
- Cela comprend :
 - la tenue des webinaires/classes virtuelles sur les 6 thématiques identifiées pour la cohorte et la mise en œuvre de la plateforme LMS (Moodle) pour atteindre un public plus large

CAHIER DES CHARGES

- Appuyer si nécessaire les captures vidéos/audios, et rédaction de supports ou documents réalisés par les intervenant.es
- La création de l'ensemble des contenus
- La production des outils
- La création de l'habillage des contenus avec l'identité visuelle et la charte graphique développée pour les parcours, le contrôle qualité, la vérification de l'utilisation des mentions légales (titre, auteur, source, licence), et compiler les documents de cession des droits à l'image.
- La rédaction et l'intégration des contenus, notamment les textes dans le parcours asynchrone pour la plateforme Moodle
- La création de forums et/ou animations ou espaces d'échanges tels que définis en amont
- La préparation de vidéos ou autres supports multimédias au besoin
- la traduction des contenus pédagogiques du français vers l'anglais ou inversement et la communication en format bilingue (sous-titrage des vidéos par exemple) sur la plateforme d'apprentissage asynchrone Moodle et documents/activités en 2 langues.
- Un quatrième temps portant sur le suivi des apprenants, l'évaluation et le reporting des activités menées (EVALUATION).
- Cela comprend :
 - les tests et contrôles qualités des parcours pour assurer la meilleure expérience utilisatrice possible en français et en anglais et l'amélioration de l'expérience sur la plateforme sur la base de l'expérience utilisateur de la cohorte
 - la promotion du parcours asynchrone et de son utilisation par des acteurs de la nutrition via des moyens de communication appropriée
 - la complétion et validation du 'fil rouge' par la cohorte, réalisation et conclusions d'exercices et production de livrables finaux par les apprenants de la cohorte
 - la capitalisation du matériel produit par la cohorte
 - le suivi post-formation des apprenants
 - la fonctionnalité de la plateforme d'apprentissage asynchrone et son accessibilité
 - la production de données de suivi qualitatives et quantitatives sur la participation des apprenant.es au parcours digital
 - et la compilation d'indicateurs rendant compte de la performance générale des parcours développés (taux de suivi, taux de satisfaction, complétion des exercices..ect).

CAHIER DES CHARGES

Le temps estimé du parcours d'apprentissage pour la cohorte est de :

- 1h/1h30 x 6 webinaires max – soit 9h sur 3 à 4 mois max
- L'équivalent peut être possible en contenus asynchrone +/- 8h sur 4 mois soit 2h/mois max (travail additionnel, suivi des exercices, fil rouge..etc.)

La durée du parcours sur la plateforme d'apprentissage est à définir lors du cadrage ; un possible volume de +/- 10H contenus asynchrones (vidéos, supports de présentation, textes, documents) étalé sur 4 mois paraît également raisonnable pour éviter le décrochage.

Expertise France aura une posture proactive, en intelligence collective tout au long de la mission et assurera la supervision générale et la coordination entre les prestataires et avec les commanditaires/bénéficiaires de ces parcours à des fins de cohésion et cohérence.

2) Livrables attendus

- **Livable 1** : Une note de cadrage initiale présentant les propositions et approches de travail, ainsi qu'un calendrier des activités avec un programme prévisionnel de développement des deux parcours d'apprentissage - synchrone et asynchrone – ainsi que les choix/options pédagogiques possibles et les solutions technologiques envisagées.
- **Livable 2** : le/les scénarios d'apprentissage pour les parcours sous la forme de script/déroulé détaillé avec indicatifs des outils et supports d'apprentissage envisagés et du séquençage de travail sur l'élaboration des parcours
- **Livable 3** : un parcours d'apprentissage asynchrone de type « classe virtuelle » engageante et favorisant l'échange entre pairs pour la cohorte pré identifiée
- **Livable 4** : une évaluation des connaissances de la cohorte pré et post-formation
- **Livable 5** : un parcours d'apprentissage synchrone type MOOC/plateforme en ligne pour un public plus large non ciblé

3) Coordination

La prestation sera effectuée en lien étroit avec l'équipe d'Expertise France et sous le lead de la cheffe de projet EU4SUN d'Expertise France qui validera les livrables. La consultante d'Expertise France en appui aux activités régionales suivra cette prestation au jour le jour et fournira les orientations nécessaires à l'élaboration des livrables. Celle-ci assurera l'état d'avancement général, ainsi que la coordination et la mise en lien avec le prestataire développant les contenus techniques et autres partenaires sur le projet au besoin.

Il est attendu que le prestataire soit force de proposition tant sur les aspects d'ingénierie pédagogique que sur les solutions technologiques à apporter à la création et la mise en œuvre des parcours. Un processus de coordination resserré est attendu entre cette prestation et celle

concernant le développement du contenu, demandant d'avancer en bonne synergie sur la création et mise en œuvre des parcours d'apprentissage en ligne (cohorte et public plus large). Un processus de retro-alimentation des apprenants de la cohorte peut-être envisagé si faisable et pertinent pour améliorer les choix faits dans le développement des parcours d'apprentissage et des solutions technologiques attendues. Cette approche de travail informative et consultative requiert de la part du prestataire adaptabilité, flexibilité et prise en compte des perspectives diverses. Des temps d'échanges dédiés peuvent être définis dans la proposition de cadrage/phase de démarrage pour permettre la coordination entre prestataires et partenaires et la retro-alimentation par les apprenants.

Les arbitrages sur le développement seront faites par Expertise France sur la base des propositions présentées par le prestataire, et incluant les pour et contre de chaque option.

Au besoin des points d'étapes/avancements seront organisés à fréquence régulière afin de revoir les produits, incorporer les modifications et avancer sur les étapes suivantes en accord avec Expertise France et coordination avec le prestataire développant les contenus techniques.

Des temps clés de validation seront à prévoir dans la phase de cadrage/démarrage. Ils concerneront notamment : le/les scénarios pédagogiques globaux, les scripts et contenus rédactionnels, les vidéos et matériels supports, l'intégration du parcours dans Moodle (ou autre plateforme) et les tests, les évaluations proposées.

La langue de travail sera le français. La plateforme d'apprentissage pour un public plus large devra être disponible en français et en anglais (parcours asynchrone) ; la formation type 'classe' pour la cohorte pré-identifiée sera délivrée en français seulement.

4) Suivi-évaluation

Le prestataire devra proposer une méthodologie pour le suivi et l'évaluation des activités qu'il sera chargé de mettre en œuvre. Un rapportage sur le nombre et l'activité de participants sur les différentes plateformes et l'appréciation du parcours de formation devra être partagé.

V. Lieu, Durée et Modalités d'exécution

1) Période de mise en œuvre : Décembre 2025 à Septembre 2026

2) Date de démarrage : Décembre 2025

3) Date de fin : Septembre 2026

4) Durée effective par mission : 100 à 150 jours homme

5) Localisation : virtuel sauf pour l'atelier de formation prévu en présentiel (Cf ; activités ci-dessus), possiblement à organiser à Abidjan, Cote d'Ivoire (à confirmer).

6) Planning/calendrier :

Le calendrier prévisionnel d'exécution des missions se présente comme suit :

Décembre 2025	temps d'analyse et de cadrage des besoins, définition des options pédagogiques et solutions technologiques, phasages des parcours
Décembre 2025 à Janvier 2026	conception et élaboration des scénarios pédagogiques ; définition des outils et supports et arbitrage sur les options. Démarrage de la mise en œuvre d'un premier bloc de classes virtuelles pour la cohorte pré- identifiée
Février à Mai 2026	mise en œuvre des classes virtuelles pour la cohorte
Février à Juillet 2026	développement et mise en œuvre de la plateforme d'apprentissage pour un public plus large
Juin 2026	évaluation, bilan et capitalisation sur le développement et la mise en œuvre du parcours de la cohorte
Juillet 2026	retro-alimentation de l'expérience d'utilisateur de la cohorte vers le développement/mise en œuvre de la plateforme
Juillet et Septembre 2026	Phase de test finaux, et de bilans

- La prestation débutera après la signature du contrat entre le prestataire et Expertise France ;
- La mission pourra débuter en Décembre 2025 et pourra s'étaler entre Décembre 2025 et Septembre 2026
- Elle se déroulera en distanciel dans sa grande majorité sauf pour un atelier de lancement en présentiel à l'attention de la cohorte pré-identifiée – lieu et place à déterminer
- Certaines contraintes de temps seront à respecter : les premiers modules devront être dispensés à la cohorte dès début 2026 (Janvier 2026) afin de donner un sens que la formation démarrée
- Le parcours de la cohorte devra être ramassé sur quelques mois pour éviter un effet de déperdition, idéalement entre Janvier et Avril/Mai 2026.
- Le développement de la plateforme d'apprentissage/ MOOC pour un public plus large non ciblé (parcours synchrone) pourra s'étaler sur un temps plus long mais devra impérativement être finalisé en Août 2026.
- Le volume effectif des prestations est estimé à environ 100 -150 JT d'expertise et devra faire l'objet d'une proposition précise de la part du prestataire ;
- Le prestataire devra être en mesure de présenter des garanties suffisantes de disponibilités pour mener à bien sa mission ainsi que sa capacité à mobiliser les experts nécessaires au bon déroulement de la mission et d'assurer les solutions pédagogiques et technologiques sur l'ensemble du temps de la mission

VI. Expertise et profil demandés

CAHIER DES CHARGES

La prestation sera menée par une agence e-learning qui assumera l'entière responsabilité de la conception, du développement et de la mise en œuvre de la plateforme et de ses contenus, à charge pour le candidat retenu de regrouper l'équipe, la démarche et les compétences nécessaires pour mener à bien le projet.

L'équipe constituée devra rassembler les compétences suivantes :

- Expérience en ingénierie pédagogique multimédia (une connaissance de la méthode ADDIE sera appréciée).
- L'expérience du prestataire sur la conduite de projets similaires devra être démontrée par au moins 3 expériences significatives.
- Une connaissance des enjeux, contraintes et problématiques liées aux pays du Sud sera un critère déterminant.
- Une équipe projet multidisciplinaire (pédagogie, médiatisation des supports, graphisme et communication...) sera considérée comme un atout.
- Connaissance démontrée d'outils de suivi de projets
- Capacité à travailler de manière mobile avec une organisation agile : l'écoute des demandes d'Expertise France et des prestataires partenaires, y compris dans leur évolution,

Plus spécifiquement, le Prestataire prendra en compte dans son équipe les expertises suivantes :

- Un chef de projet pédagogique (un plus si compétences en graphisme)
- Un (ou des) concepteur pédagogique, spécialisé en digital learning et experts en ingénierie pédagogique (expérience d'élaboration de scénarios pédagogiques).
- Un ou des experts en solutions technologiques : bonne connaissance des possibilités des différentes plateformes de MOOC ou LMS (dont MOODLE, qui est le LMS utilisé par l'AFD) est recherché et connaissance de différentes solutions de développement des ressources (Articulate, ..)

Pour information, le projet dispose par ailleurs d'un facilitateur/animateur qui pourra venir appuyer l'équipe du prestataire sur les questions/besoins d'animation de forums et/ou d'échanges entre les apprenants. Celui-ci pourra également jouer un rôle en partenariat d'engagement des participants dans les activités sociales de la formation en ligne et assurera l'adhésion et la cohésion de la cohorte pré identifiée.